

N°842

28 Oct. 2021  
Notre courriel :  
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH CADRES



FLASH CADRES

## Et pour les travailleurs ?

Indépendance, souveraineté industrielle, relocalisation, enjeux sociaux et environnementaux, investissements dans la Recherche...la CGT porte depuis des mois ces propositions à travers un plan de rupture.

Le dernier rapport du GIEC confirme que nos modes de production capitalistes sont responsables du dérèglement climatique et de ses effets notamment sur la santé. Pour autant, le gouvernement n'a rien prévu pour consolider et développer des solutions. 30 milliards d'euros d'investissement publics sont annoncés, sans aucune contrepartie ni contrôle. La part belle est faite aux start-up. En revanche, sur toutes les mesures annoncées, une seule concerne celles et ceux qui font le travail : soit seulement 2,5 milliards d'euros pour accélérer la formation.

La CGT propose de conditionner toutes les aides publiques aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux. Le contrôle serait assuré par les IRP. Elles seraient dotées d'un droit de veto sur les plans de suppressions d'emploi. Elle propose de réindustrialiser le pays en développant les services publics sur l'ensemble du territoire. Il faut, dès maintenant, permettre d'accroître les qualifications de toutes et tous et augmenter les salaires qui stagnent depuis trop d'années. D'autres choix sont possibles, comme la réduction du temps de travail et un meilleur partage des richesses pour une industrie, en France, qui retrouve toute sa place et où les emplois et les travailleurs sont au cœur des décisions.



### Branche Poste

#### Télétravail low cost

Depuis plus de 6 mois La Poste veut adjoindre un avenant à l'accord télétravail de 2018, avenant beaucoup moins favorable aux postiers que l'accord initial qui reste valable jusqu'en juillet 2022. Le télétravail répond à une demande des personnels, pour autant, ces derniers doivent-ils accepter la stratégie du moins disant social ? 48h de prévenance au lieu de 7 jours, 15 €/mois pour le remboursement des frais occasionnés au domicile, alors que l'URSSAF permet 10 €/jour et rien pour les postiers en télétravail forcé depuis mars 2020, aucune rétroactivité.

La Poste organise le travail en Flex-Office soit, en région parisienne, une économie de 1200€ par poste de travail supprimé. Parce que le Flex-Office prévoit 7 postes de travail pour 10 salariés, le télétravail en devient la variable d'ajustement.

#### Les actionnaires vont bien, les salariés moins !

Depuis 2019, Adrexo a des problèmes de trésorerie, une levée de fonds de 21 millions d'€ chez GDP Vendôme et 9 millions à la CEPAC a été nécessaire et en 2020, seconde levée de fonds d'une trentaine de millions. En 2020, deux moratoires, en février et en août de chacun 25 millions d'€, ont été contractés auprès de l'Etat. De nouveau, en 2021, les caisses sont vides ! Le PDG dit vouloir baisser la masse salariale, toutes les activités (Pub, Courrier, DATA) et toutes les catégories de personnels sont concernées, à partir de 2 mesures : le turnover des distributeurs et la mobilité géographique et fonctionnelle dans le groupe pour les cadres et agents de maîtrise, de plus la direction n'exclut pas un PSE. Enfin, les distributeurs attendent toujours la revalorisation de l'indemnité kilométrique face à la hausse du carburant, mais l'entrée en bourse d'Adrexo est imminente !

### Branche Télécoms

#### Stratégie de financiarisation

Les résultats de l'expertise du CSEC d'Orange sur l'emploi sont inquiétants : un énième plan d'économies basé sur la réduction des emplois et la « discipline salariale ».

La baisse des effectifs, de 11% par an depuis 5 ans (notamment dans le Conseil Clients et les Interventions) concernerait 7500 emplois d'ici 2023.

Comment considérer que la saignée de l'emploi en pleine pandémie favorisera le développement d'Orange ?

Pour la CGT, depuis 10 ans les salariés subissent une stratégie de pure financiarisation (moins d'effectifs et de pouvoir d'achat, pour un travail intensifié et plus de souffrance). Cela ne peut plus durer ! Une autre politique d'entreprise est nécessaire axée sur une répartition des richesses plus équitable.

#### Donnons notre avis

L'enquête triennale du Comité National de Prévention du Stress (CNPS) du groupe Orange est actuellement proposée à l'ensemble des salariés d'Orange en France y compris les filiales. Cette enquête n'est pas neutre car elle se positionne dans un contexte de retour sur site, après 18 mois où les conditions et l'organisation du travail ont été bousculées. Le CNPS a reconduit le cabinet SECAFI pour administrer cette enquête. Une adaptation du questionnaire a été faite pour tenir compte du télétravail. La CGT a veillé à ce que les résultats puissent être comparés avec les précédentes enquêtes afin de conserver une cohérence, base nécessaire à des plans d'action pour une véritable qualité de vie au travail. Répondons massivement à l'enquête avant le 3 novembre !



Fédération nationale des salariés du secteur  
des activités postales et de télécommunications CGT  
Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex  
Tél. : 01 48 18 54 30 - C.C.P. Paris 20376 D  
Site : [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) Mail : [ufc@cgt-fapt.fr](mailto:ufc@cgt-fapt.fr)



## Échos

### Nauséabond !

Depuis des années, les groupuscules fascistes et racistes, profitant de la banalisation des idées d'extrême-droite, n'hésitent pas à intervenir de manière violente contre des manifestations ou des actions de solidarité. Mais une étape a été franchie avec le fichage, par un site d'extrême droite, de plus de vingt syndicalistes mais aussi d'universitaires, d'artistes, de journalistes, d'avocats et de militants politiques et associatifs. Ces pratiques rappellent des méthodes utilisées aux heures les plus sombres de notre histoire et la CNIL a ouvert une enquête. L'extrême droite n'est ni un fantasme, ni une frange politique respectable, elle est l'ennemie des salariés. Elle fracture la société, attise la haine et la violence. La CGT soutiendra toutes actions, y compris judiciaires, pour faire cesser immédiatement ces méthodes répugnantes.

## En route

### Pénurie et salaires

L'ensemble des secteurs de la Convention Collective Nationale du Transport Routier connaît aujourd'hui une tension extrême et une pénurie de salariés sans précédent. Cette situation de moins disant social est la conséquence directe d'une politique de prix toujours plus agressive. Alors que l'attractivité des métiers est au cœur de tous les débats, ces salariés dont les conditions de travail et de rémunération ne cessent de régresser se retrouvent aujourd'hui, pour certains, en dessous du SMIC ! La CGT et l'ensemble des Organisations Syndicales représentatives demandent fermement la revalorisation de l'ensemble des grilles dans tous les secteurs couverts par la CCNTR sur une base minimum de deux chiffres et la mise en place d'un 13ème mois conventionnel pour tous, faute de quoi, les responsables devront en tirer toutes les conséquences !

### La guerre est déclarée

Fin des échelons, fin des grilles de salaires, fin des enveloppes d'avancement... La direction de la RATP a dénoncé le protocole de rémunération et de déroulement de carrière de l'encadrement. L'avancement se traiterait alors de gré à gré entre le salarié et son N+1, sous contrainte de pénurie de moyens. Ce qui ouvre en grand les portes des placards pour bon nombres d'agents. Cette décision est la suite logique de réductions des coûts d'une direction décomplexée : réduction des effectifs, filialisation à outrance, création des Business Units et des Centres de Services Partagés. La CGT porte une autre conception de ce que doit être l'avancement des agents d'encadrement, basé sur la reconnaissance du travail réel, de son utilité et des qualifications. La CGT souhaite construire une base de revendications syndicales communes afin que la direction renonce à cette casse sociale.

## International

### Reconnaître l'Etat de Palestine

La Confédération Syndicale Internationale et la Confédération Européenne des Syndicats, qui représentent plus de 200 millions de travailleurs dans le monde, ont adressé un courrier commun aux chefs d'Etat de l'UE pour leur demander de prendre des mesures immédiates et concrètes à la reconnaissance de l'Etat de Palestine et mettre fin au conflit israélo-palestinien grâce à une initiative diplomatique basée sur trois principes directeurs dans la résolution des conflits : le multilatéralisme, la défense des droits de l'homme et le respect de l'Etat de droit. La reconnaissance de l'Etat de Palestine est un pas important vers cet objectif. Le droit du peuple palestinien à exercer pleinement son autodétermination, doit être mis en œuvre sans plus attendre.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### Fausse offres d'emploi

A l'heure où le gouvernement a recours à la rhétorique des offres non pourvues pour imposer sa réforme de l'Assurance-Chômage, la CGT et son Comité National des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires a réalisé sa 12<sup>ème</sup> étude sur les offres diffusées par l'opérateur public. Les résultats montrent que sur un million d'offres disponibles, 54%, sont mensongères, illégales ou inexistantes. Cette année, les offres en doublon sont très fréquentes. Pour en comprendre la raison, il faut remonter à 2015, année où Pôle-Emploi a ouvert son site à des partenaires privées sans contrôler les offres déposées. Or, Les offres des partenaires représentent plus de 80% des offres disponibles sur le site de Pôle-Emploi. Des offres auxquelles les demandeurs d'emploi postulent sans jamais avoir de réponse... L'unique objectif étant de faire du business ! La CGT appelle à manifester le 4 décembre !

## Sur les rails

### La stratégie de l'échec

Incapable de tenir ses engagements financiers, la SA Gare du Nord 2024 renonce à son projet de modernisation de la plus grande gare d'Europe : 500 millions d'euros initialement prévus contre 1,5 milliard d'euros au final. Pour autant les frais de résiliation du contrat couteront 200 millions d'euros à Gares & Connexion auxquels il faudra ajouter 30 millions d'euros pour améliorer l'accueil des usagers d'ici 2023. L'éclatement du système ferroviaire public avec la question non résolue de son financement, conduit à des montages public/privé qui s'enlisent dans des conceptions et des objectifs qui n'ont rien à voir avec l'amélioration de nos gares et de nos infrastructures. Cela démontre une nouvelle fois que les processus d'appel d'offres et la mise en concurrence ne garantissent en rien une baisse des coûts.

### Notre victoire !

Là où d'autres voulaient enterrer le train des primeurs « Perpignan-Rungis » la Fédération CGT des cheminots n'a pas baissé les drapeaux et a porté haut et fort, pendant 3 ans, ses revendications pour le maintien du fret SNCF, confortant ainsi l'intérêt du service public. Le train des primeurs s'est donc élané sur les rails ce 21 octobre, salué à son départ par 500 cheminots. Partant de ce même élan, la traction sur l'autoroute ferroviaire Boulogne-Gennevilliers sera assurée par la SNCF. Cette lutte gagnante prouve, s'il en était encore besoin, qu'il est toujours possible de changer le cours des choses. La lutte paye, les mobilisations ne sont pas veines, nous pouvons, dès maintenant, construire un monde meilleur, cette victoire est celle des cheminots avec la CGT !

## Égalité

### Bravo à Masako et Tomoko

Au Japon, les deux principaux syndicats sont dirigés par deux femmes. La 1<sup>ère</sup>, Tomoko Yoshino vient d'être élue Présidente de RENGO, syndicat proche des partis du centre gauche et fort de 7 millions d'adhérents. L'arrivée à sa tête d'une femme non issue des grandes entreprises traditionnelles constitue un changement notable, en mesure de mieux représenter les secteurs et les travailleurs les plus précarisés du monde du travail japonais. La 2<sup>ème</sup>, Masako Obata préside, depuis juillet 2020, ZENRO-REN, luttant pour les plus précaires et les nouvelles formes d'emploi. ZENROREN compte 1,5 millions adhérents et est proche du Parti Communiste japonais. La CGT salue leur victoire, dans un pays considéré comme conservateur en matière d'égalité et souhaite leur réussite dans les luttes contre les politiques de plus en plus libérales menées par le gouvernement.